



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Vendredi 02 septembre 2016

La future PAC sera verte ou ne sera pas

Les ministres européens de l'agriculture se réunissent en France ce vendredi 2 septembre autour de Stéphane Le Foll pour discuter de la Politique Agricole Commune. La PAC est l'une des plus anciennes politiques européennes et ses réformes successives ont connu de nombreux déboires. Suite à sa [lettre ouverte du 31 août](#), cosignée avec le Bureau européen de l'environnement (BEE), FNE rappelle au ministre la nécessité d'un véritable tournant environnemental de la PAC.

Une politique agricole discutable et discutée

Il ne faut pas se voiler la face. La PAC est une politique de soutien à la production agricole même si l'Europe s'en défend. Dans les règles du commerce international, ce type de soutien est de plus en plus mis en péril. C'est au sein de l'OMC que la PAC est particulièrement pointée du doigt, des pays tiers la désignant comme des aides à l'exportation. Pour sauver la PAC, l'Europe a mis en place des contraintes environnementales pour justifier les aides à la production agricole aux yeux de l'OMC. Ces règles environnementales sont loin d'être suffisantes.

Une PAC vert pâle

Le fameux verdissement de la PAC ressemble à un mauvais greenwashing. En effet, chaque condition environnementale est accompagnée d'exceptions ou a été tout simplement vidée de toute contrainte. Pour Marie Catherine Schulz-Vannaxay, coordinatrice du réseau agriculture de FNE : « Deux exemples phares illustrent parfaitement la réalité derrière le verdissement de la PAC. Le premier, l'autorisation d'épandre des pesticides sur les 5% de surfaces dédiées à la biodiversité dans les fermes. Le deuxième, l'obligation de diversifier ses cultures pour réduire les usages de pesticides ou de fertilisants a été supprimée pour la principale monoculture, celle du maïs. ». C'est ce que pointe FNE dans son rapport publié cette année, intitulé [La PAC 2015-2020 : du verdissement au greenwashing](#).

Pour Jean-Claude Béviillard, responsable des questions agricoles à FNE : « Les organisations environnementales ne cautionneront plus une PAC qui ne répond pas réellement aux défis environnementaux liés au monde agricole. Les aides de la PAC doivent être conditionnées par les



résultats des pratiques agricoles qui permettent la préservation de l'environnement et des ressources naturelles (l'eau, l'air et le sol). »

Une demande simple : une politique publique pour les citoyens européens

La politique agricole européenne ne répond plus aux besoins des citoyens européens et de leur environnement. Les contribuables payent les aides d'un côté et le coût de la pollution agricole de l'autre. Pollution émise principalement par le modèle agricole majoritaire, soutenu par la PAC. Elle ne répond pas non plus aux aspirations éthiques des citoyens en évitant toutes véritables avancées sur le bien-être des animaux d'élevage. La PAC doit permettre de répondre aux défis sociétaux de notre ère, et non pas pousser l'agriculture dans le mur de l'industrialisation.

Pour Michel Dubromel, vice-président de FNE :*«La PAC doit se mettre au service des citoyens et des agriculteurs, en préservant les ressources naturelles et l'environnement et en améliorant notre qualité de vie.Elle doit être réformée pour répondre aux attentes des organisations représentant la société civile. Un soutien des ONG est indispensable pour redonner une légitimité à cette politique. Aujourd'hui ce soutien a disparu et nous nous opposerons fermement à la future PAC si elle n'est pas réellement verte.La futur PAC sera verte ou ne sera pas.»*

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3000 associations, regroupées au sein de 80 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur fne.asso.fr, [Facebook](#) et [Twitter \(@FNEasso\)](#).